

Dans l'atmosphère que créent aujourd'hui la grande entreprise et l'exploration de l'espace interplanétaire, je me demande si les Canadiens sont vraiment conscients du trésor que constitue la faune. Cet héritage remonte à l'époque des explorateurs, trappeurs, commerçants de fourrure et colons, où la faune faisait souvent toute la différence entre la survie et la famine.

Avec le progrès de la civilisation, nous avons drainé les marécages, brûlé la végétation, retiré le sol arable, coupé les arbres, et utilisé des avions pour répandre dans nos cours d'eau et nos lacs, des produits chimiques nocifs. Ne me dites pas qu'il n'est advenu aucun changement dans l'habitat de notre faune. Le changement ne fait aucun doute et, par conséquent, il est heureux que les gouvernements fédéral et provinciaux aient enfin recruté des scientifiques hautement qualifiés pour qu'ils vérifient le plus possible les effets de ces changements et élaborent des méthodes de gestion de la faune en vue de contrebalancer les conséquences des changements. Ces gens vont de l'avant.

• (3.30 p.m.)

Je voudrais signaler maintenant que le Canada est très—et je veux bien dire «très»—à court d'hommes de science expérimentés pour accomplir cette tâche. A mon sens, le gouvernement devrait faire un effort particulier pour remédier à cet état de choses et l'industrie aussi, elle qui s'est enrichie par l'acquisition et l'exploitation de ces ressources naturelles. Je parle de l'industrie forestière, de l'industrie de la pulpe et du papier et de l'industrie minière. Sauf erreur, le gouvernement et quelques compagnies ont affecté des fonds—je ne pense pas qu'il s'agisse d'un montant très important—pour accorder des bourses à l'étude de la faune et de la flore. Mais il faut faire davantage à cet égard. Voilà un moyen pratique, les députés l'avouent, d'intéresser nos jeunes étudiants à déployer leurs efforts dans ce domaine.

Les honorables députés se rendent-ils compte qu'au cours des dix prochaines années, il faudra, a-t-on estimé, 160 professionnels et 545 techniciens à la direction des parcs, simplement pour combler les postes vacants et sans prévoir d'augmentation des effectifs. J'estime donc—en toute sincérité—que le gouvernement devrait songer à augmenter ces bourses d'études. On devrait pressentir l'entreprise privée, les industries dont j'ai parlé et, s'il le faut, exercer même quelque pression pour les faire participer à ces bourses d'études.

L'ennui c'est que pour beaucoup de gens surtout les sportifs, la faune et la flore se résument à la chasse et à la pêche. Et quelle expérience peut être supérieure à ce genre

d'activités si on s'en acquitte à l'échelle appropriée? Pourtant, je le répète, l'économie de la chasse s'est énormément modifiée en même temps que le climat dont j'ai parlé auparavant.

Dans sa livraison du 15 janvier 1966, le *Financial Post* consacrait une pleine page à la chasse et aux sommes qu'on y affecte. Je me suis souvent demandé si nous savions quel montant les Canadiens consacrent à la chasse. Les questions financières ne m'intéressent pas toujours, mais j'aimerais signaler au comité que quelque 790,000 chasseurs ont affecté 88 millions de dollars à leur sport en 1961. Ils ont parcouru 245 millions de milles en automobile, 4 millions de milles dans des embarcations privées et plus de 16 millions de milles en train, en avion et autres moyens de transport. Le *Financial Post* estime qu'on a consacré au moins 118 millions de dollars à la chasse en 1964, et ce montant augmente régulièrement. Il atteindra probablement 130 millions cette année.

N'oublions pas que ces chiffres visent seulement la chasse sportive et non la chasse commerciale. Nous disons souvent que les gens chassent le gibier pour s'en nourrir; c'est faux dans la grande majorité des cas. Mais n'oublions pas que beaucoup de Canadiens sont directement tributaires de la chasse et de la pêche pour gagner leur vie, voire même subsister. Le piégeage des animaux à fourrure représente encore un métier important au Canada. En 1962-1963, la vente de fourrures au Canada a rapporté plus de 12.1 millions de dollars. Beaucoup de nos Esquimaux et de nos Indiens ont recours à ce métier pour gagner leur vie, et ils ont besoin des animaux sauvages pour se nourrir et se vêtir. On pourrait dire une foule de choses sur ce sujet.

Naturellement, les programmes relatifs à la faune facilitent également le contrôle des insectes, des oiseaux et des petits mammifères qui endommagent les récoltes. Autrement dit, le contrôle de la faune aide à équilibrer ces divers éléments. Toutefois, les Canadiens qui s'intéressent à l'avenir de la faune désirent surtout qu'on exploite cette richesse comme une ressource naturelle renouvelable et d'une grande valeur. Oui, avant tout, monsieur le président, l'administration de la faune canadienne doit insister sur le maintien de l'habitat naturel autant que sur la protection des oiseaux, des mammifères et des poissons qui s'y trouvent. Aucun oiseau, aucun animal sauvage ne doit être séparé de son milieu. Nous savons tous qu'il n'est pas possible de protéger l'un sans protéger l'autre.

Il est donc très rassurant, pour les Canadiens, notamment ceux que la faune intéresse, d'apprendre que le nouveau programme fédéral relatif aux oiseaux migrateurs propose—écoutez bien; c'est ce que fait le ministère